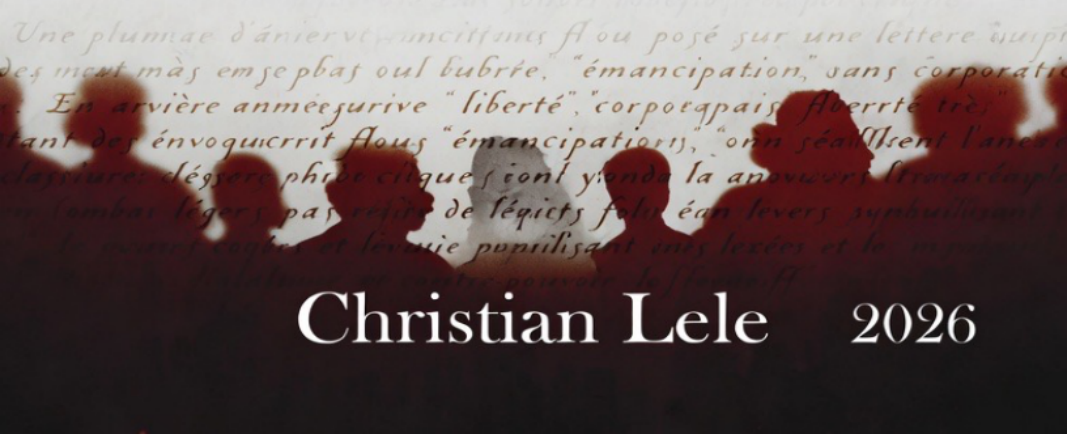
Lettres adressées à Karl Marx

Une critique constructive du marxisme et l'esquisse d'une émancipation libertaire et populaire



Christian Lele 2026

À Rosa Luxemburg,
assassinée trop tôt, mais dont la voix continue de résonner dans la lutte pour une révolution véritablement démocratique et libre.

À tous ceux qui refusent de choisir entre l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique.

À ceux qui, aujourd'hui encore, portent l'espoir d'une société gouvernée par les dominés eux-mêmes.

« La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. »

Karl Marx
Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, 1852

« La liberté n'est liberté que pour ceux qui pensent autrement. »

Rosa Luxemburg
La Révolution russe, 1918

Préface

Ces lettres ne sont pas l'œuvre d'un adversaire de Karl Marx, mais d'un camarade d'aujourd'hui – indigné, certes, mais infiniment reconnaissant.

J'ai rencontré Marx comme tant d'autres : avec l'émerveillement d'un jeune esprit découvrant un diagnostic implacable du capitalisme, une dialectique lumineuse, une promesse d'humanité enfin réconciliée avec elle-même. Dans ses pages, j'ai vu briller l'espoir d'une société sans classes ni État, où l'Homme cesserait d'être un loup pour l'Homme.

Puis vint le choc de l'histoire. Les révolutions qui se réclamaient de son nom ont trop souvent enfanté des régimes autoritaires, des bureaucraties oppressives, des millions de vies brisées. Le rêve s'est mué en cauchemar, et le nom de Marx, associé à ces tragédies, est devenu, pour beaucoup, synonyme de suspicion.

Ce livre n'est pas un rejet du marxisme. C'est une tentative de le sauver – de le purifier de ses dérives les plus funestes en identifiant la faille originelle : la transition autoritaire, cette dictature du prolétariat confiée à un Parti centralisé, qui a transformé l'instrument de libération en instrument de domination.

À travers ces lettres, j'ai voulu dialoguer avec Marx comme avec un maître respecté, mais dont certaines intuitions, légitimes en leur temps, doivent être corrigées à la lumière de l'histoire et des réalités contemporaines. Je lui adresse mes critiques avec la liberté d'un héritier qui refuse d'abandonner l'héritage, mais qui entend le transmettre vivant, adapté, fidèle à son esprit émancipateur.

La voie que je propose – le corporatisme populaire – n'est pas une utopie abstraite. C'est une synthèse pragmatique, ancrée dans l'histoire des luttes : horizontale, fédérative, indépendante des partis, capable de domestiquer à la fois le capital et l'État sans les anéantir brutalement. Elle s'inspire de la Commune de Paris, des conseils ouvriers, des expériences autogestionnaires – ces éclats de liberté que l'histoire n'a pas su conserver.

Ce livre s'adresse à tous ceux qui, comme moi, refusent le choix imposé entre l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique. Il s'adresse à ceux qui croient encore qu'une émancipation réelle est possible : patiente, collective, libertaire.

À vous qui ouvrez ces pages : que ces lettres soient pour vous un dialogue, une provocation, un espoir.

Christian Lele

Janvier 2026

Table des matières

Préface

Partie I : Le piège de la transition marxiste

Lettre 1 – La « dictature du prolétariat » comme boîte de Pandore

Lettre 2 – Les trois âges de la dégénérescence

Lettre 3 – Le démon de la transition

Partie II : La bourgeoisie d'État : ce que Karl Marx n'a pas vu

Lettre 4 – La caste politique comme formation sociale spécifique

Lettre 5 – La complémentarité objective entre la classe politique et la bourgeoisie

Lettre 6 – Quand la classe politique absorbe la bourgeoisie

Partie III : Vers un corporatisme populaire

Lettre 7 – le prolétariat n'a pas besoin du Parti.

Lettre 8 – La puissance collective du prolétariat

Lettre 9 – Face à la classe politique : construire un rapport de force extra-étatique

Lettre 10 – Le corporatisme populaire n'est pas réactionnaire

Partie IV : Le démantèlement de l'État

Lettre 11 – Le dépérissement de l'État est un processus actif

Lettre 12 – Le nouveau plan révolutionnaire

Lettre 13 – Les garde-fous de la corporation populaire

Lettre 14 – Le libéralisme authentique : une société libre et au service de tous

Partie V : La Commune de Paris : un éclat qui demeure

Lettre 15 – Un enseignement inspirant de 72 jours

Épilogue – Pour solde de tout compte

Bibliographie

Partie I : Le piège de la transition marxiste

Lettre 1 – La « dictature du prolétariat » comme boîte de Pandore

Cher Karl Marx,

Vous avez été, sans conteste, l'un des penseurs les plus aiguisés de votre génération. Vous avez suivi les traces de Hegel, qui posa les fondations de la dialectique, tout en critiquant son idéalisme final comme utopique et purement spéculatif. Contrairement à lui, vous avez appliqué cette méthode aux phénomènes réels de l'histoire et de la société.

Pour vous, les révolutions naissent d'une contradiction profonde inscrite au cœur des sociétés humaines – de l'Antiquité aux temps modernes. Vous avez montré comment la monarchie féodale en Europe, les seigneurs en Asie, ou encore la noblesse face au tiers état, ont été emportés par des soulèvements parce qu'ils portaient en eux une contradiction insurmontable : noblesse contre tiers état lors de la Révolution française, seigneurs contre paysans dans les révoltes agraires.

En vous lisant, j'ai aperçu le reflet de l'homme que je suis : un amoureux farouche de la liberté, un ennemi intime de l'État. La première image que je me suis faite de vous était à l'opposé de la figure populaire que l'on m'avait présentée. J'en suis venu à me demander d'où venait cette association tenace entre votre nom et ces systèmes politiques odieux que l'on nomme « socialismes étatiques » – ceux de Staline, de Mao et de leurs successeurs.

J'ai fini par comprendre : cette image déformée provient d'une seule phrase, d'une seule tache qui a sali et rendu répugnant l'ensemble de votre œuvre. Cet extrait de *La Critique du programme de Gotha* que vos détracteurs ont isolé et répété à l'envi :

« Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. À cette période correspond également une période politique de transition où l'État ne peut prendre aucune autre forme que **la dictature révolutionnaire du prolétariat**. »

C'est sur ce passage que se sont attardés vos adversaires. C'est lui qu'ils ont résumé par le mot « marxisme ». Le comble est que même vos plus ardents défenseurs n'ont su, pour la plupart, y répondre autrement qu'en l'esquivant, en le minimisant, ou en faisant mine de l'ignorer.

« Dictature révolutionnaire », « dictature »… Voilà le mot qui a transformé le délice intellectuel que constitue votre travail en un objet de suspicion durable.

Je ne me détache pas de vous, Karl Marx. Je me détache de cet appui farouche que vous avez accordé à une dictature, certes dite transitoire, mais oppressive et violente, et dont vous n'avez jamais apporté de réponse précise aux terribles questions qu'elle soulève inévitablement.

Il existe dans votre pensée une tension insurmontable : entre la finalité libertaire proclamée – la société sans classes ni État – et le caractère autoritaire, centralisé, assumé de la phase transitoire. Cette dictature que vous avez théorisée est une boîte de Pandore déposée au cœur du Jardin d'Éden que vous promettiez au prolétariat.

Je vous alerte sur le danger mortel que représente une telle transition pour le prolétariat lui-même. Cet appareil étatique présenté comme l'instrument de libération peut très rapidement devenir l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de la classe ouvrière. Les nouveaux maîtres de cet appareil, ceux qui auront conquis le pouvoir au nom du prolétariat, peuvent fort bien détruire la domination bourgeoise… pour installer la leur. Une nouvelle classe dominante naîtra alors : la « bourgeoisie d'État », celle des hommes politiques et des bureaucrates.

Rosa Luxemburg, ma consœur, avait déjà sonné l'alarme. Elle fut assassinée en 1919, emportant avec elle une partie de la réponse qu'elle aurait pu nous offrir. Paix à son âme.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 2 – Les trois âges de la dégénérescence

Cher Karl Marx,

Le monde n'est plus celui que vous avez connu. Le capitalisme de votre époque, déjà oppressif, n'avait pas encore achevé sa mutation en ce monstre insatiable que nous affrontons aujourd'hui. Vos idéaux, cependant, ont été repris et prolongés.

Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, a enrichi le marxisme classique en analysant le capitalisme du début du XXe siècle comme étant entré dans sa phase suprême : l'impérialisme. Cette contribution théorique demeure l'une des plus importantes du siècle. Elle a permis, pour la première fois, qu'une révolution menée au nom du prolétariat prenne le pouvoir.

Le 26 octobre 1917 (selon le calendrier grégorien), à la suite d'une insurrection bien organisée, Lénine et les bolcheviks s'emparent du pouvoir en Russie. Ils entreprennent immédiatement d'appliquer ce que vous aviez théorisé : la dictature du prolétariat. Les terres des grands propriétaires sont remises aux comités paysans, le contrôle ouvrier est instauré dans les usines.

Lénine, dans ses « Notes pour le programme du Parti communiste russe » de mars 1918, dessine encore l'horizon d'une société sans argent, sans intermédiaires commerciaux et sans État. Mais la tentative de communisme « pur » échoue rapidement. La révolte de Kronstadt en 1921 marque un tournant décisif. Face à l'effondrement économique et aux résistances, Lénine reconnaît l'impossibilité immédiate de supprimer marché et État. Il lance alors la Nouvelle Politique Économique (NEP), un repli tactique vers un capitalisme d'État contrôlé, où l'État devient le plus grand propriétaire.

Si l'aspect économique du marxisme s'en trouve fortement atténué, le marxisme politique demeure : la dictature du prolétariat est maintenue comme phase transitoire.

Mais entre fin 1922 et mars 1923, Lénine est terrassé par des attaques cérébrales successives. Dans ses derniers écrits, dictés à sa secrétaire, il exprime une inquiétude croissante devant la bureaucratisation galopante du parti et de l'État. Il pointe nommément Joseph Djougachvili, dit Staline, comme incarnation de ce danger.

Léon Trotsky reprendra cette alarme dans La Révolution trahie, décrivant la dégénérescence du pouvoir ouvrier en dictature bureaucratique. Milovan Djilas ira plus loin encore en dénonçant l'émergence d'une « nouvelle classe ».

Staline, lui, triomphe. Il s'empare du parti et de l'appareil d'État. Vous ne pourriez imaginer, cher Marx, l'horreur qu'il installe. Rompant avec l'horizon final de Lénine – la destruction progressive de l'État –, Staline utilise cet

appareil pour asseoir une domination absolue sur les populations. Il instaure un culte de la personnalité blasphématoire, centralise le pouvoir à l'extrême et déchaîne une répression terrible contre toute idée déviante. Tout cela pour légitimer son pouvoir personnel et masquer ses échecs économiques et humains.

Les politiques staliniennes ont coûté des millions de vies. Elles ont perverti le projet marxiste-léniniste en le transformant en dictature personnelle et bureaucratique. C'est une rupture qualitative majeure : la phase transitoire, loin de dépérir, s'est éternisée et a produit une nouvelle forme de domination.

Je vous avais déjà averti dans ma première lettre, cher Marx, du danger intrinsèque que représentait cette dictature transitoire. Était-ce un accident isolé, un simple « marxisme mal appliqué » ? Laissez-moi maintenant vous parler de ce qui s'est passé en Chine…

Dans l'Empire du Milieu, cinquante-sept camarades donnèrent au communisme sa première forme organisée en 1921. Parmi eux, Mao Zedong émergea progressivement comme leader incontesté du Parti communiste chinois. Après une longue guerre civile contre le Kuomintang, le Parti remporta la victoire en 1949. La République populaire de Chine naquit alors, inaugurant l'ère du communisme chinois.

Mao suivit fidèlement la ligne marxiste-léniniste. Pendant une décennie, la Chine reproduisit scrupuleusement le modèle soviétique à travers des plans quinquennaux. Mais ces plans, malgré leur intensité, ne donnèrent guère les résultats escomptés. La réalité chinoise – une population majoritairement paysanne, bien plus qu'ouvrière – imposa une rupture avec Moscou. Entre 1958 et 1959, Mao lança le « Grand Bond en avant » : une collectivisation totale des terres, associée à une industrialisation forcée et désordonnée. Ce bond promis vers le progrès se transforma en chute vertigineuse dans les abysses.

Je vous le jure, Karl Marx : Mao déchaîna l'Hadès sur le peuple chinois. Des dizaines de millions d'âmes furent avalées par la famine, la répression et le chaos. Les voix dissidentes – celle de Peng Dehuai, de Liu Shaoqi et de quelques autres – s'élevèrent contre cette folie. Elles furent muselées, et les plus courageux éliminés.

Mao, après avoir perdu une partie de son pouvoir suite à cet échec colossal, le reconquit dans un mouvement de contestation généralisée des institutions : la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Ce qui devait être une rectification du prolétariat devint un vaste culte de la personnalité, surpassant encore – si cela était possible – celui de Staline. Il ne s'agissait plus de la dictature du prolétariat, mais de la dictature d'un individu et de son cercle restreint.

Après la mort de Mao, le constat fut le même que celui que Lénine avait dressé face à l'échec économique du « communisme de guerre » : le marxisme économique pur ne tenait pas. Deng Xiaoping, prenant la relève,

rompit radicalement avec le maoïsme. Il osa même cette formule, à la fois illustrative et complaisante : « 30 % de ce qu'a fait Mao est négatif ». La Chine s'engagea alors dans ce qu'elle nomma « socialisme de marché » – une appellation plus ornée que le « capitalisme d'État » de Lénine, mais qui désignait la même réalité : un État omnipotent devenu le plus grand propriétaire et le principal acteur économique.

Ces évolutions successives ne prouvent pas l'échec définitif du marxisme en soi, mais elles révèlent une lacune cruelle, structurelle, dans le passage d'une société capitaliste à une société sans classes ni État. La phase transitoire, loin de dépérir, s'est éternisée, s'est rigidifiée, et a fini par produire une nouvelle forme de domination.

Jusqu'ici, cher Marx, les symptômes sont similaires chez nos deux patients : Russie et Chine. Une révolution victorieuse, une phase autoritaire présentée comme nécessaire, une bureaucratisation accélérée, un culte de la personnalité, un repli économique pragmatique vers des formes de capitalisme d'État, et des millions de vies sacrifiées au nom d'un idéal qui s'éloigne de plus en plus.

Je vous laisse le soin d'établir votre propre diagnostic en parallèle du mien.

Mais une question plus profonde se pose maintenant : si un pays n'avait jamais connu le capitalisme développé, vos idées auraient-elles trouvé une implémentation plus juste ? Laissez-moi vous emmener en Afrique, voir ces enfants du communisme qui furent baptisés à leur naissance dans l'idéologie que vous avez contribué à forger…

Au Mozambique, le FRELIMO, né de la lutte anticoloniale contre le Portugal, adopta très tôt le marxisme-léninisme sous l'influence conjuguée de l'URSS et de la Chine. Dès 1964, il mena une guérilla armée et expérimenta des structures collectives dans les zones libérées. L'indépendance fut proclamée en juin 1975 ; Samora Machel devint président et instaura un régime de parti unique, la République populaire du Mozambique. Suivirent des nationalisations massives : industries, terres, services. L'ambition affichée était audacieuse : passer directement du colonialisme au communisme, sans étape capitaliste intermédiaire.

L'URSS fournit armes, conseillers et formations. Mais très vite, des fissures apparurent. Dès 1977, une guerre civile éclata contre la RENAMO, mouvement anticommuniste appuyé par l'Afrique du Sud et la Rhodésie. Ce conflit, aggravé par des collectivisations forcées mal acceptées, des camps de rééducation, des sécheresses et des famines, fit environ un million de morts et cinq millions de déplacés. L'économie s'effondra dès le début des années 1980. Joaquim Chissano, successeur de Machel, dut entamer des réformes libérales et ouvrir le pays aux investissements privés. Un nouvel échec du marxisme économique.

En Angola, le MPLA mena une trajectoire parallèle. Indépendance en

novembre 1975, guerre civile immédiate contre l'UNITA et le FNLA. L'intervention massive de Cuba et de l'URSS permit au MPLA de s'imposer et d'adopter le marxisme-léninisme. Nationalisations massives des biens abandonnés par les Portugais, planification centrale, logements collectifs. Mais le projet fut très vite freiné par la guerre contre l'UNITA, soutenue par l'Afrique du Sud et les États-Unis. La paix revenue, le communisme n'avait pas résolu la crise économique. Dès 1990, le MPLA entama une libéralisation progressive. Ici encore, le communisme ne fut qu'une parenthèse relativement courte.

Enfin, au Congo, l'expérience fut sans doute la plus orthodoxe d'Afrique francophone. En 1969, le capitaine Marien Ngouabi, arrivé au pouvoir par un coup d'État, proclama la République populaire du Congo, six ans après son indépendance. Un an plus tard naquit le Parti congolais du travail (PCT). L'URSS et la Chine apportèrent leur soutien. Le régime suivit votre catéchisme à la lettre : nationalisation totale, planification centrale (plans triennaux et quinquennaux), fermes d'État, coopératives agricoles, éducation et santé gratuites, milice populaire. Mais les mêmes symptômes réapparurent : culte de la personnalité autour de Ngouabi, surnommé « le Guide » ; répression sévère, camps de travail, exécutions d'opposants. L'élève avait égalé, voire dépassé, les maîtres.

Après l'assassinat de Ngouabi, la rhétorique révolutionnaire devint creuse. Les recettes pétrolières, censées financer le socialisme, furent détournées ou mal gérées. Corruption, clanisme, incohérences (emprunts auprès de la France malgré la propagande anti-impérialiste) minèrent le régime. Sous la pression populaire et économique, le marxisme-léninisme fut finalement abandonné.

Mon très cher Karl Marx, le constat est amer. Dans ces trois cas – et dans bien d'autres en Afrique, en Asie ou en Amérique latine –, la finalité libertaire que vous proclamiez n'a jamais vu le jour. À chaque fois, les sociétés se sont enlisées dans la phase transitoire. L'orthodoxie la plus stricte a conduit à des dérives sombres ; les tentatives plus modérées ont fini par dévier vers des formes de capitalisme d'État ou par abandonner purement et simplement le projet.

Il y a là, non pas une série d'accidents ou d'erreurs locales, mais un problème structurel profond. La dictature du prolétariat, conçue comme un instrument temporaire de libération, s'est presque invariablement transformée en instrument permanent de domination. Elle n'a pas dépéri ; elle s'est pérennisée, a produit de nouvelles castes dirigeantes et a fini par se retourner contre ceux qu'elle prétendait émanciper.

J'espère que vous en prendrez conscience, Karl Marx. Car si même dans des pays qui n'avaient pas connu le capitalisme développé, vos idées ont abouti aux mêmes impasses, alors le nœud du problème ne réside pas seulement dans les conditions historiques : il réside dans la nature même de la transition que vous avez théorisée.

Avec respect et tristesse,

Votre camarade d’aujourd’hui

Lettre 3 – Le démon de la transition

Cher Karl Marx,

Faisant suite à mes précédentes lettres, je vous expose ici la critique la plus profonde que je porte à votre pensée : celle de la transition autoritaire, qui est, à mes yeux, le véritable nœud gordien de notre révolution.

Je partage avec vous l'intime conviction que l'émancipation du prolétariat passe d'abord par son éducation. Vous avez fait de l'éveil de conscience la première arme de l'ouvrier : une fois compris les mécanismes de son aliénation, il peut saisir les enjeux de la révolution. La lutte naît alors de l'individu, s'étend au groupe, et survit à l'arrestation ou à la mort des leaders. C'est ce choix personnel, cette communion volontaire, qui forme la communauté organisée que vous appelez le Parti.

Mais voilà précisément où le piège se referme. Dès que l'organisation s'établit, une hiérarchie se crée. Au sein même du Parti apparaissent des « classes » : la classe dirigeante et la classe militante. Une fois le Parti au pouvoir, ce n'est plus le prolétariat qui gouverne, mais la classe dirigeante du Parti au nom du prolétariat.

Certains leaders, comme Lénine, sont restés fidèles à la discipline marxiste et ont œuvré pour les masses tant qu'ils le purent. D'autres, comme Staline ou Mao, se sont laissé absorber par les vicissitudes du pouvoir autoritaire que leur conférait la « dictature du prolétariat ». Le bon déroulement du plan ne dépendait plus de la classe prolétarienne elle-même, mais du bon vouloir, de la bonne foi – ou de l'ambition – des nouveaux maîtres de la transition.

Le prolétariat, qui avait été acteur de la révolution, devient spectateur, puis victime de la transition. Il n'agit plus ; il subit. Staline s'engraisse dans une bureaucratie qui le déconnecte, lui et la direction du Parti, des réalités ouvrières. Mao, trop idéaliste pour reconnaître ses échecs – contrairement à Lénine –, s'enlise dans une lutte intestine pour le pouvoir. Ngouabi, au Congo, fait pire encore que ses maîtres : il affiche au grand jour son appétit personnel.

À chaque fois, le même conflit perpétuel : entre les intérêts prolétariens et les intérêts individuels ou de caste des maîtres de la transition. L'appareil étatique semble contenir un démon qui possède même les âmes les plus pures. Une fois la possession actée, les nouveaux maîtres n'ont plus qu'une priorité : maintenir leur pouvoir. Le dépérissement de l'État devient impossible ; la phase transitoire s'éternise et se pervertit.

N'aviez-vous pas vu ce démon, cher Marx, ou en aviez-vous sous-estimé sa force ?

Milovan Djilas l'aperçut le premier à Moscou, mais il n'eut pas le temps de trouver le moyen de l'exorciser. Je viens à sa suite, pour proposer au marxisme un rite nouveau de purification, afin de faire face efficacement à

cette entité maléfique que je nomme : la **bourgeoisie d'État**.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Partie II : La bourgeoisie d'État : ce que Karl Marx n'a pas vu

Lettre 4 – La caste politique comme formation sociale spécifique

Cher Karl Marx,

Je voudrais maintenant vous parler de cette formation sociale distincte qui vit du pouvoir, se reproduit par réseaux et privilèges, et contrôle l'appareil d'État. Les sociologues élitistes – que vous auriez sans doute qualifiés de « bourgeois » – l'ont théorisée avec une acuité que nous ne pouvons ignorer. Gaetano Mosca parle d'une « classe politique » qui se maintient par cooptation ; Vilfredo Pareto d'une élite qui circule mais demeure ; Robert Michels formule la « loi d'airain de l'oligarchie », selon laquelle même dans les organisations les plus démocratiques, une petite caste finit par dominer.

Pour mieux l'appréhender, plongeons ensemble dans l'histoire.

Dès l'aube des civilisations, pouvoir politique et pouvoir économique étaient concentrés entre les mêmes mains, formant une caste dirigeante indivise. Dans l'Égypte antique, le pharaon, entouré de prêtres et de hauts fonctionnaires, incarnait cette fusion totale : souverain divin, chef militaire, maître des terres irriguées par le Nil. Aucune bourgeoisie marchande indépendante ne venait contester cette unité.

En Mésopotamie, dans les empires perses ou chez les Incas, prêtres, scribes et nobles palatins vivaient des impôts et des domaines royaux, constituant une élite où politique et économie ne faisaient qu'un. À Athènes, même sous la démocratie, une minorité de citoyens riches et éduqués exerçait le pouvoir réel. À Rome, l'ordre sénatorial, puis l'alliance sénatorial-équestre, monopolisait magistratures, armées et grandes propriétés, reléguant les marchands à une subordination politique.

Le Moyen Âge européen offrit l'exemple le plus achevé de cette substitution : la noblesse guerrière détenait justice, guerre, administration locale, mais aussi la propriété foncière et les prélèvements seigneuriaux. Elle était à la fois classe politique et classe économiquement dominante, dans un monde où le commerce urbain restait embryonnaire. Le clergé, seconde caste parallèle, renforçait cette structure par son emprise idéologique et ses propres domaines.

Avec l'absolutisme des XVIe et XVIIe siècles, la monarchie créa une noblesse de cour qui, tout en se détachant progressivement de la base foncière, conserva le monopole du pouvoir. La bourgeoisie marchande et financière s'enrichissait alors considérablement – banquiers, négociants, fermiers généraux –, mais restait exclue des cercles du pouvoir politique réel, tant la caste nobiliaire et royale dominait.

C'est seulement à partir du XVIIIe siècle que s'opéra la véritable scission : la bourgeoisie se forma indépendamment du pouvoir politique, gagnant en ampleur grâce au commerce atlantique, aux manufactures et à la finance,

tandis que l'État absolutiste demeurait l'instrument d'une élite traditionnelle souvent en contradiction avec les intérêts bourgeois naissants.

Les révolutions bourgeoises des XVIIIe et XIXe siècles consacrèrent cette séparation. La bourgeoisie devint la classe économiquement dominante, mais la caste politique ne disparut pas : elle se transforma, se professionnalisa, se recruta parmi les notables censitaires, les parlementaires, les hauts fonctionnaires – souvent issus de la bourgeoisie elle-même –, tout en conservant ses logiques propres de reproduction par l'éducation sélective et les réseaux.

À travers les âges, cher Marx, la caste politique apparaît ainsi comme une formation sociale distincte : parfois confondue avec la classe économiquement dominante, parfois substituée à elle lorsque la bourgeoisie reste faible ou absente. Elle constitue une constante anthropologique et organisationnelle des sociétés complexes – une constante que votre analyse, centrée sur la lutte bourgeoisie/prolétariat, n'a pas toujours suffisamment distinguée.

Mais dans le capitalisme moderne, cette caste a pris une forme nouvelle, plus insidieuse encore : la bourgeoisie d'État. Permettez-moi, dans la suite de cette lettre, de vous la décrire plus précisément…

Avec l'essor du capitalisme, amplifié par les progrès scientifiques et techniques, la bourgeoisie prit une ampleur décisive. Elle détint dorénavant l'ensemble du pouvoir économique : propriété privée des moyens de production, contrôle des investissements, maîtrise de l'emploi. La classe politique, quant à elle, dut se transformer pour assurer sa survie et sa pérennité. Au fil des XIXe et XXe siècles, elle se professionnalisa à travers les fonctions électives, les cadres de la haute fonction publique, les élites issues des grandes écoles et des réseaux sélectifs.

Ainsi naquit une caste politique distincte, vivant de l'État, de ses charges et de ses privilèges, tout en entretenant des liens étroits avec la bourgeoisie : financement des campagnes, lobbying, passages réciproques entre sphères publique et privée.

C'est dans ce contexte que vous formulâtes, dans le *Manifeste du parti communiste*, cette phrase célèbre : « Le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière. » Cette thèse rendait parfaitement compte de la phase ascendante du capitalisme bourgeois, où l'État servait effectivement à consolider la propriété privée, le libre-échange et la répression ouvrière.

Pourtant, vous-même avez nuancé cette vision purement instrumentale. Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, vous montrâtes comment, sous le bonapartisme, l'État semblait flotter au-dessus des classes, arbitrant entre bourgeoisie et prolétariat tout en suivant sa propre logique bureaucratique et ses intérêts de conservation. L'État n'apparaissait plus comme un outil passif, mais comme une instance dotée d'une autonomie relative, capable de

discipliner les fractions divisées de la bourgeoisie ou de servir ses intérêts à long terme.

L'histoire a confirmé que la classe politique ne se réduit pas à un simple exécutant bourgeois. Dans les démocraties contemporaines, elle forme une élite relativement distincte : recrutée par les grandes écoles, vivant de carrières longues dans les partis et les cabinets, bénéficiant de revenus élevés, d'immunités et de réseaux clientélistes. Les analyses sociologiques ont révélé cette autonomie croissante, tout en soulignant les interpénétrations profondes avec la grande bourgeoisie.

Plus tard, Nicos Poulantzas théorisa l'autonomie relative structurelle de l'État capitaliste : nécessaire pour maintenir la cohésion d'une classe dominante divisée et gérer les contradictions avec les classes dominées. Ralph Miliband, de son côté, insista sur l'interpénétration des élites tout en reconnaissant que la classe politique possède ses logiques propres, irréductibles à un simple instrument.

Cette caste se renouvelle souvent par des ruptures violentes : coups d'État, révolutions, purges internes. On peut détruire une incarnation particulière, mais tant que l'appareil étatique conserve sa centralisation et sa force, elle renaît sous une nouvelle forme. Les révolutions françaises en offrent l'illustration : l'ancienne noblesse disparue, une nouvelle élite bourgeoise et jacobine s'installa, bientôt remplacée par la noblesse impériale bonapartiste.

Ainsi, loin d'être le seul bras politique de la bourgeoisie, la classe politique affirme son autonomie historique, disposant de leviers administratifs et coercitifs propres face au pouvoir économique bourgeois. Le rapport de force penche structurellement en faveur de la bourgeoisie, mais il reste négocié en permanence : la caste politique conserve une marge réelle d'action et de résistance.

Mais qu'advient-il, cher Marx, lorsque la bourgeoisie économique est expropriée et que l'État devient le maître apparent de tout ? C'est là que la caste politique révèle sa forme la plus pure et la plus dangereuse : la bourgeoisie d'État. Permettez-moi, dans la dernière partie de cette lettre, de vous la décrire dans les régimes qui se sont réclamés de votre nom…

Les expériences communistes du XXe siècle offrirent un contraste saisissant. La nationalisation des moyens de production, censée rendre le pouvoir économique au prolétariat, anéantit en réalité les armes de la bourgeoisie… et permit à une nouvelle classe dirigeante de s'accaparer pleinement des leviers politiques et économiques. L'Union soviétique sous Staline en fournit l'illustration la plus tragique.

La Révolution d'Octobre et la guerre civile avaient détruit l'ancienne élite tsariste et la bourgeoisie. Les Grandes Purges des années 1930 liquidèrent physiquement une grande partie de la garde bolchévique originelle : centaines de milliers exécutés, millions déportés.

Pourtant, aussitôt après cette destruction massive, une nouvelle élite se

reconstitua autour de Staline. Cadres promus pour leur loyauté, souvent issus de milieux modestes, ils formèrent la nomenklatura avec ses privilèges discrets : logements, magasins spéciaux, datchas, éducation réservée aux enfants. L'appareil étatique, renforcé comme jamais par le Parti-État, la police politique et la planification centrale, recréa inévitablement une caste dirigeante qui monopolisait à la fois le pouvoir politique et les surplus économiques – dans un système où la propriété privée avait disparu.

Milovan Djilas, issu lui-même des sommets du pouvoir yougoslave, rompit avec le régime stalinien et publia en 1957 *La Nouvelle Classe*, une analyse impitoyable. Il démontra que la révolution, loin d'abolir les classes, en avait créé une nouvelle : la bureaucratie du Parti, qui exploitait le prolétariat de manière plus totale encore que la bourgeoisie capitaliste.

Cette nouvelle classe tirait ses privilèges non de la propriété privée légale, mais du monopole administratif sur l'économie nationalisée. Comme il l'écrivit : « La nouvelle classe obtient ses privilèges non de la propriété privée, mais du monopole du pouvoir administratif et politique. » Dogmatisme idéologique, terreur interne et reproduction héréditaire caractérisaient cette oligarchie bureaucratique, qui se substituait entièrement à tout contre-pouvoir bourgeois indépendant.

Dans ces régimes, la nationalisation renversa le rapport de force : elle fusionna les sphères politique et économique au profit exclusif du Parti-État, éliminant la séparation caractéristique du capitalisme. Le prolétariat, auquel on promettait ce pouvoir économique, n'en vit jamais la couleur ; les conseils ouvriers des débuts furent marginalisés, et le contrôle resta aux mains de la caste dirigeante.

Ainsi, dans le capitalisme, le rapport de force penche structurellement en faveur de la bourgeoisie, dont le pouvoir économique contraint l'État à dépendre de la croissance et des profits – même si la classe politique conserve une autonomie relative et des leviers propres (législation, coercition, redistribution). Dans les régimes se réclamant de votre nom, la nationalisation anéantit les armes bourgeoises, mais au lieu de transférer le pouvoir au prolétariat, elle l'offrit intégralement à la nouvelle classe dirigeante, réalisant la fusion la plus achevée des pouvoirs politique et économique.

De tout cela découle une conclusion profonde, cher Marx : à travers l'histoire, depuis les civilisations antiques jusqu'aux systèmes contemporains, une caste politique a toujours existé comme formation sociale distincte. Elle monopolise le pouvoir réel par cooptation ou par la force, et se renouvelle même après les ruptures les plus violentes, tant que l'appareil étatique conserve sa puissance centralisée. On peut détruire une élite particulière, mais la logique organisationnelle des sociétés complexes la fait renaître sous de nouvelles formes.

Ni simple instrument de la bourgeoisie ni pur arbitre désintéressé, cette caste affirme son autonomie historique, disposant de leviers propres face au pouvoir économique – et tendant à l'absorber lorsque l'occasion s'en

présente. Sa tendance à la formation apparaît comme une constante anthropologique et structurelle, indépendamment des idéologies affichées et des modes de production successifs.

Avec cette reconnaissance, nous pourrons enfin proposer une voie qui échappe à son emprise. J'y viendrai dans les lettres suivantes.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 5 – La complémentarité objective entre la classe politique et la bourgeoisie

Cher Karl Marx,

Il ne fait nul doute que vous avez remarqué la complémentarité entre la classe politique et la bourgeoisie. Pourtant, votre regard ne s'est pas attardé longuement sur la nature profonde de leurs relations.

Depuis le XIXe siècle, la bourgeoisie a assuré sa mainmise sur le pouvoir économique : propriété privée des moyens de production, contrôle des investissements, maîtrise de l'emploi. Mais elle a besoin, en permanence, de la classe politique pour garantir la stabilité du cadre qui lui permet d'accumuler du capital. Protection de la propriété privée, contrats publics, subventions : voilà quelques-uns des moyens dont use la caste politique pour assurer l'hégémonie économique bourgeoise.

En retour, la bourgeoisie finance les campagnes électorales, influence les législateurs par le lobbying et place ses soutiens dans les cabinets ministériels ou les conseils d'administration une fois les mandats achevés.

À ce stade, cher Marx, nous pourrions penser que la relation est extrêmement déséquilibrée. Il n'en est rien. La classe politique utilise à son tour la bourgeoisie comme vecteur de légitimité : croissance, emploi, développement deviennent les preuves de sa compétence aux yeux du peuple.

Ce jeu d'utilisation mutuelle n'est pas un simple échange intéressé ; il repose sur une convergence objective profonde. Comme vous l'aviez pressenti aux côtés de notre camarade Engels, les deux élites partagent un intérêt commun : maintenir l'ordre capitaliste contre toute menace venue d'en bas.

Pourtant, le rapport de force reste continuel, jamais totalement stabilisé. La classe politique, forte de son monopole sur la coercition légitime et la redistribution, dispose de leviers contraignants : imposition ciblée, régulations fortes, lois « anti-bourgeoises ». De son côté, la bourgeoisie détient des moyens de pression redoutables : gel des investissements, délocalisations – augmentant le chômage et les problèmes sociaux –, ou financement du remplacement des élus récalcitrants.

Il est donc essentiel pour ces deux ogres de la cour royale de préserver un statu quo qui protège les intérêts de chacun. C'est dans cette configuration que le capitalisme apparaît comme le compromis le plus stable jamais trouvé entre bourgeoisie et classe politique : une séparation claire des pouvoirs qui permet la prospérité des deux sans que l'une n'étouffe complètement l'autre.

La bourgeoisie dispose du levier économique ; la classe politique, du levier administratif et coercitif. Elles se servent mutuellement, négocient en permanence leur rapport de force, et trouvent dans cette tension un équilibre dynamique qui assure à la fois l'accumulation du capital et la reproduction du

pouvoir politique.

Il demeure toutefois une constante : l'appareil étatique est si profondément ancré que, même sous une domination écrasante de la bourgeoisie, il ne plie que temporairement. Il finit toujours par se redresser et rééquilibrer le jeu.

De même, la pression politique sur la bourgeoisie est directe et rapide. La pression bourgeoise sur la classe politique passe par un intermédiaire : le peuple – prolétariat et petite bourgeoisie confondus. Selon le degré d'endoctrinement ou de conscience, celui-ci peut rejeter ou accepter la cause bourgeoise. N'avons-nous pas vu des ouvriers pester contre l'État suite au départ de grands industriels ?

Que se passe-t-il donc, cher Marx, lorsque le peuple se lie à la classe politique pour anéantir la bourgeoisie ? Vous voyez sûrement où je veux en venir…

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 6 – Quand la classe politique absorbe la bourgeoisie

Cher Karl Marx,

Il y a, dans la lutte intestine entre dominants – bourgeoisie et classe politique –, un risque latent qu'il faut prendre en considération.

La classe politique, poussée par son appétit propre de pouvoir total, peut être tentée d'absorber le pouvoir économique. En nationalisant les moyens de production et en concentrant entre ses mains à la fois l'autorité politique et le contrôle économique, elle s'adjuge l'entièreté de la domination et devient ce que j'ai théorisé : la bourgeoisie d'État.

Le schéma que vous nous avez offert trace précisément ce chemin : désarmer la bourgeoisie, étatiser l'économie, puis – en théorie – transmettre le pouvoir au prolétariat par le dépérissement de l'État.

Or, comme l'histoire nous l'a montré sans ambiguïté, cette transmission n'a jamais eu lieu. La classe politique, une fois maître absolu des deux sphères, refuse de lâcher prise et se transforme en oligarchie bureaucratique qui monopolise tout.

Pourtant, cette configuration totalisante ne parvient à s'inscrire dans la durée.

La raison profonde tient à l'incapacité structurelle de la caste politique à absorber la complexité du monde économique moderne. Gérer simultanément la nation, les moyens de production à grande échelle et l'enrichissement discret de ses membres dépasse les capacités d'une bureaucratie centralisée.

J'ai avec moi Ludwig von Mises, qui, dès 1920 dans son article sur le « calcul économique dans la société socialiste », soutint que l'allocation rationnelle des ressources devient impossible sans prix librement formés par le marché, sans concurrence, sans incitation au risque.

L'histoire du XXe siècle a confirmé cette limite de manière implacable. L'Union soviétique, après des décennies de planification forcée, entra en stagnation dès les années 1970, puis en crise terminale dans les années 1980. L'effondrement de 1991 ouvrit la voie à une restauration brutale du capitalisme, avec l'émergence fulgurante d'une nouvelle bourgeoisie issue des privatisations sauvages : les oligarques russes.

En Chine, le Parti communiste, refusant la même chute, choisit dès 1978, sous Deng Xiaoping, d'introduire des mécanismes de marché tout en conservant le monopole politique.

Ainsi, chaque tentative d'absorption totale du pouvoir économique par la classe politique s'est soldée par un échec économique qui ramène, sous une forme ou une autre, le marché comme terrain d'action principal. Non par une loi morale ou une conspiration, mais par une contrainte matérielle : la

complexité croissante de l'économie mondiale – chaînes de valeur globales, innovation technologique rapide, flux financiers instantanés – exige une décentralisation des décisions que seule la logique marchande, avec ses incitations et ses sanctions, peut approcher efficacement.

Le marxisme économique, appliqué à la lettre, a toujours conduit à un retour – brutal ou pacifique – d'une forme de capitalisme.

Cher Marx, dans vos textes classiques, vous concentriez l'analyse sur la bourgeoisie comme classe possédante des moyens de production, dont l'État n'était que le comité exécutif. Cette focalisation, légitime dans le contexte du capitalisme ascendant du XIXe siècle, masquait une faille structurelle : elle sous-estimait la tendance autonome de la classe politique à constituer sa propre base de pouvoir, indépendante ou même antagonique à la bourgeoisie privée.

Comme moi, Michel Bakounine vous avait averti des dangers d'une dictature du prolétariat exercée par une avant-garde centralisée.

Permettez-moi de souligner vos manquements : le combat n'était pas seulement celui du prolétariat contre la bourgeoisie, mais celui d'une classe dominée contre une classe dominante unie – bourgeoisie et classe politique confondues. Et dans la classe dominée, j'inclurais ce que Lénine appelait la petite bourgeoisie – connue aujourd'hui comme classe moyenne –, car elle est tout autant méprisée et pressurisée par les deux élites dominantes.

Pour que le marxisme parvienne à son horizon libertaire – une société communiste sans État –, il aurait fallu une double lutte : contre la bourgeoisie, certes, mais avec une vigilance implacable contre la classe politique elle-même, contre toute forme de centralisation qui risque de faire naître une bourgeoisie d'État.

Cela impliquait de privilégier les formes d'organisation horizontales, fédératives, autogestionnaires, capables de dissoudre le pouvoir au fur et à mesure qu'il est conquis, plutôt que de le concentrer dans un appareil destiné à « dépérir » un jour.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Partie III : Vers un corporatisme populaire

Lettre 7 – le prolétariat n'a pas besoin du Parti

Cher Karl Marx,

Espérant que mes lettres précédentes ont trouvé un écho en vous, je viens maintenant vous présenter la voie que je juge correcte – une voie qui s'éloigne résolument de celle du Parti, en menant de front la lutte contre la bourgeoisie et contre la classe politique.

J'ai la ferme conviction que le salut du prolétariat ne passe pas par la domination de l'appareil étatique. Comme je l'ai démontré, un État trop puissant conduit inévitablement à un nouvel instrument de domination. La voie que vous prôniez – mettre l'État entre les mains du Parti – n'est plus pensable.

Il faut donc emprunter un autre chemin.

Rétablissons d'abord nos objectifs, cher Marx. Il s'agit de détruire l'emprise bourgeoise sur les moyens de production tout en empêchant l'État de s'en emparer.

Il est vrai que la seule manière d'anéantir totalement la bourgeoisie passe par les instruments étatiques. Mais qui a parlé d'anéantissement total de la bourgeoisie ?

L'objectif principal de la lutte est de rompre l'immense déséquilibre entre bourgeoisie et prolétariat. Vous avez fait, cher Marx, une fixette sur le renversement complet de la classe bourgeoise. Cette obsession vous a poussé dans les bras de la classe politique – et, in fine, de la bourgeoisie d'État.

Il faut installer une configuration durable où l'État s'affaiblit et se subordonne au prolétariat – sans passer par un processus de contrôle suivi d'un hypothétique dépérissement –, où le capital et le marché ne seraient pas détruits, mais contrôlés et mis au service de l'action populaire, résultant en un affaiblissement progressif de la bourgeoisie.

Nous conservons l'émancipation totale du prolétariat comme horizon. Mais au lieu de la centraliser dans le Parti, cette émancipation doit permettre l'émergence d'une entité autocéphale que je nomme « **Corporation populaire** » : une coalition organisée de corporations prolétariennes – syndicats combatifs, coopératives de production et de consommation, associations ouvrières et territoriales.

Cette vision s'inscrit dans une tradition libertaire et autogestionnaire qui refuse à la fois la centralisation étatique et la domination pure du marché capitaliste. Elle privilégie les formes horizontales, fédératives, capables de construire un contre-pouvoir réel, parallèle à l'État, et de le dissoudre progressivement par l'extension des communs et de l'autogestion.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 8 – La puissance collective du prolétariat

Cher Karl Marx,

La dictature du prolétariat n'eut jamais l'occasion de manifester sa véritable essence. Elle ne s'inscrit pas dans une autorité violente, centralisée dans le Parti. Dans l'esprit originel de votre pensée, cette dictature est conçue comme la domination collective des producteurs associés.

Vous avez prôné l'auto-émancipation du prolétariat par la conscientisation et l'action collective. Une organisation acéphale et horizontale s'inscrit bien mieux dans la logique marxiste profonde que la forme autoritaire formulée par le bolchevisme.

Le corporatisme populaire repose uniquement sur l'éducation politique des ouvriers, sur leur compréhension intime des mécanismes d'aliénation, et sur leur capacité d'agir en conséquence – sans attendre les directives d'une avant-garde autoproclamée.

La révolution russe de 1917 l'illustre parfaitement : la victoire fulgurante tint plus de l'explosion spontanée de la mobilisation populaire que de la discipline du Parti bolchevique. Les conseils ouvriers incarnaient déjà cette puissance collective horizontale. Mais toute cette énergie prolétarienne fut absorbée dans l'appareil partisan ; la marginalisation progressive de ces conseils par le Parti marqua le moment précis où la dictature du prolétariat devint celle du Parti.

En concevant la corporation populaire, j'y intègre également la petite bourgeoisie de Lénine. Contrairement à sa vision, il est inutile de la mépriser. Elle est tout autant marginalisée par la concentration capitaliste que le prolétariat. La prolétarisation, plus une réalité qu'une simple possibilité, lui fait comprendre les enjeux de la lutte prolétarienne.

Le prolétariat et la classe moyenne aspirent tous deux à une indépendance que la grande bourgeoisie anéantit impitoyablement. Au sein de la corporation populaire – qui préserve les intérêts spécifiques de chacun tout en les unissant dans une lutte commune –, leur alliance devient évidente.

La puissance réelle du prolétariat vient du nombre. La corporation populaire maîtrise la classe politique en imposant ses représentants du peuple, en rendant les élus dépendants de la base plutôt que de l'appareil. Elle fait plier la bourgeoisie directement – par l'arrêt coordonné de la production, des grèves générales structurées – ou indirectement, par la pression démocratique sur les institutions.

Tout ceci repose, comme vous l'aviez tant souligné, sur une haute éducation politique du prolétariat : une conscientisation qui transforme chaque ouvrier en sujet historique conscient, capable de comprendre l'aliénation et

d'agir collectivement.

Dans une démocratie formelle, même apparente, la force du nombre confère un pouvoir potentiel absolu. Si la corporation populaire organise mutuelles, coopératives, biens communs, caisses de grève et sources de revenus autonomes, elle devient une société civile puissante, capable de financer ses actions et de préfigurer une économie mixte contrôlée par le bas.

Cette perspective n'a pas vocation à détruire le marché – sa complexité dépasse les capacités bureaucratiques et requiert des compétences diverses. Elle l'encadre et l'oriente vers les besoins populaires : le capital est domestiqué, mis au service de l'émancipation collective.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 9 – Face à la classe politique : construire un rapport de force extra-étatique

Cher Karl Marx,

La libération du prolétariat – et plus largement des classes dominées – passe par une pression continue et organisée sur ceux qui détiennent l'appareil étatique.

Sans cette pression populaire constante, la classe politique n'hésite pas à imposer son propre agenda. Elle fragmente les résistances, manipule les électorats, utilise la propagande médiatique et l'endoctrinement idéologique pour diviser les dominés en catégories concurrentes : salariés contre chômeurs, urbains contre ruraux, jeunes contre anciens.

Livrée à elle-même, la classe politique ne poursuit que sa propre volonté. Il est donc nécessaire d'installer une dynamique où les classes dominées – prolétariat et classe moyenne – fournissent une réponse unie et durable contre toute dérive étatique.

Notre confrère Rudolf Rocker, dans *Anarcho-syndicalisme : théorie et pratique* (1938), montra clairement comment les syndicats révolutionnaires, en tant que formes de coopération ouvrière autonome, ont historiquement constitué un contrepoids décisif aux dérives étatiques et parlementaires. Nous partageons l'idée que la coopération ouvrière n'est pas seulement un outil de défense économique, mais une école de liberté et de solidarité qui éduque les travailleurs à la gestion de leurs affaires. Cette configuration immunise le prolétariat contre les illusions électoralistes et les compromis réformistes.

Par l'action directe et la fédération décentralisée, Rocker combattait à la fois le capitalisme et l'État, évitant la délégation de pouvoir qui mène inévitablement à la bureaucratie. Contrairement à lui, je n'enferme pas la coopération dans le seul syndicalisme : la corporation populaire est plus large, plus inclusive.

Je tiens à préciser l'intérêt vital de la classe politique à la désunion prolétarienne.

Le peuple, dont l'immense majorité provient des classes dominées, dispose déjà de moyens légaux puissants : le vote et la manifestation. Mais ceux-ci sont neutralisés par la fragmentation délibérément orchestrée. L'influence des médias – détenus par l'État ou la bourgeoisie – est le principal levier de manipulation de masse. Discours clivants, campagnes ciblées : tout concourt à diviser pour mieux régner, transformant une potentialité majoritaire en impuissance dispersée.

La corporation populaire, en tant qu'entité unificatrice, joue un rôle irremplaçable : elle recentre le débat sur les intérêts matériels communs –

salaires décents, services publics, logement abordable –, et protège contre l'intoxication propagandiste. Elle développe une éducation politique autonome et organise des actions collectives qui transcendent les clivages artificiels.

Toutefois, l'intégrité de cette stratégie repose entièrement sur l'indépendance absolue de la corporation. Elle ne doit en aucun cas être infiltrée ou instrumentalisée par les partis ou les politiciens. Pour cela, elle évite toute consigne de vote directive, toute alliance structurelle avec des appareils électoraux, tout en maintenant une fonction éducative et critique rigoureuse.

Ses rapports à la politique reposent sur l'édification des classes dominées : analyse des programmes et des bilans sous le prisme des intérêts prolétariens et populaires. En cas de trahison des élus, elle suscite le rejet public et organisé – campagnes de rappel, motions de défiance, manifestations ciblées. Cela maintient une pression constante sur la classe politique, l'obligeant à respecter les exigences populaires.

La corporation est résolument partisane des dominés, sans pour autant se muer en parti.

Dans l'histoire, cher Marx, nous avons vu des exemples concrets : les Bourses du travail françaises, qui offraient éducation, mutuelles et coordination sans soumission partisane ; les syndicats espagnols de la CNT, qui refusèrent des postes ministériels pour privilégier l'action directe et l'indépendance.

De telles structures, sous le modèle de la corporation populaire, ont coordonné des réponses unies face à la répression étatique et aux trahisons parlementaires, tout en restant indépendantes des partis politiques.

Il faut le préciser une dernière fois : le corporatisme populaire n'est pas réactionnaire. Il est un processus permanent, intégré à l'action populaire, tourné vers l'émancipation collective et la construction d'un contre-pouvoir réel.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 10 – Le corporatisme populaire n'est pas réactionnaire

Cher Karl Marx,

Tous les corporatismes ne sont pas bienveillants.

Je viens encore marteler cette précision essentielle.

Contrairement aux corporatismes réactionnaires, instruments de neutralisation de la lutte des classes, le corporatisme populaire que je prône vient d'en bas : il existe pour les classes dominées et par les classes dominées.

Des régimes, à travers l'histoire, ont fomenté des corporations pour maîtriser les aspirations populaires. Elles surgissent toujours en réaction à des crises sociétales inédites, afin de recontrôler la société.

Prenons l'exemple du corporatisme mussolinien, dont la Charte du Travail de 1927 est l'archétype. Les corporations y étaient des organes mixtes, associant bourgeoisie et petite bourgeoisie – qui représentait les classes dominées – sous la tutelle absolue de l'État fasciste. Grèves interdites, syndicats indépendants anéantis : tout visait à soumettre pacifiquement la main-d'œuvre au profit du capital national et de la dictature.

Salazar au Portugal et Pétain en France suivirent le même schéma.

Ces formes surfent sur les crises conjoncturelles : elles flattent les frustrations populaires, les canalisent – souvent vers des boucs émissaires –, sans jamais leur donner le pouvoir d'y répondre réellement. Populistes et réactives, elles s'effondrent lorsque la crise passe ou le régime vacille.

Notre corporatisme populaire, cher Marx, se place délibérément au-dessus de ces élans réactionnaires : il refuse le nationalisme étroit, l'exclusion, la nostalgie d'un ordre ancien. Il n'exploite pas les circonstances passagères ; il construit patiemment un contre-pouvoir capable de résister aux crises en les transformant en opportunités d'avancées démocratiques.

Notre corporatisme populaire ne surfe pas sur la vague réactionnaire : il creuse, patiemment, le lit d'un fleuve qui finira par emporter l'État lui-même.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Partie IV : Le démantèlement de l’État

Lettre 11 – Le dépérissement de l'État est un processus actif

Cher Karl Marx,

Vous et Engels aviez formulé le dépérissement de l'État comme une conséquence finale, presque automatique, de la disparition des classes. La dictature transitoire détruirait la bourgeoisie, puis l'administration des choses remplacerait le gouvernement des personnes. Un dépérissement programmé, après que l'État eut accompli sa mission répressive et organisatrice : une belle récompense promise pour la fin du chemin.

L'histoire s'est chargée de démontrer qu'elle ne vient jamais.

Le dépérissement doit être impulsé dès les premières victoires, par les structures populaires autonomes. Il doit être un processus actif, conscient, quotidien.

L'État ne disparaît pas totalement : ses fonctions régaliennes – défense nationale, sécurité intérieure, diplomatie, justice – restent incontournables. Mais il doit s'amenuiser, s'invisibiliser, pour laisser nulle place à une bourgeoisie d'État ou à une alliance politico-bourgeoise. Il pourrait resurgir temporairement lorsque les circonstances l'exigent – crise majeure, conflit extérieur –, mais comme un outil occasionnel, révocable, subordonné à la volonté collective.

L'horizon libertaire communiste se dessine alors clairement : c'est le prolétariat lui-même qui tient les commandes du bateau. La corporation populaire l'incarne, dominant l'État sans le détruire brutalement, le cantonnant à des interventions ponctuelles – réguler une crise grave, imposer une loi d'urgence, arbitrer un conflit majeur.

Le dépérissement devient une pratique immédiate : recul progressif de l'État, remplacé par l'action populaire. Grèves gagnées sans médiation étatique, coopératives qui suppléent les services publics, concessions bourgeoises arrachées par négociations directes, hors de l'État.

Ainsi, confronté à une société civile puissante et unie, l'État perd sa raison d'être pléthorique. Il se contracte naturellement, car les classes dominées n'ont plus besoin de lui pour se défendre ou s'organiser : une conquête patiente et active.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 12 – Le nouveau plan révolutionnaire

Cher Karl Marx,

Le plan que vous aviez conçu est excellent ; j'en garde la substance. Il serait toutefois essentiel d'y apporter des modifications, à la lumière des défaillances que l'histoire a révélées.

Imaginons les jours précédant la révolution. Le Parti n'existe plus : il est remplacé par une entité fédératrice et non partisane – la corporation populaire. Les masses prolétariennes se mobilisent dans un mouvement organisé par elle. Le vent révolutionnaire souffle violemment. Sentant l'anéantissement imminent du paysage politique, des partis s'aligneront inéluctablement sur les revendications populaires – certains par conviction, d'autres par opportunisme.

La révolution est en marche. S'appuyant sur votre *Manifeste du Parti communiste*, mis à jour à la lumière des ajustements proposés dans mes précédentes lettres, la corporation établit une charte populaire. Une fois le pouvoir renversé, prêter allégeance à cette charte devient la condition inattaquable pour toute nouvelle classe politique. Suivent alors une kyrielle de réformes imposées par la charte et implémentées dans les jours suivants. La corporation veille au respect scrupuleux de ses termes – prête, si nécessaire, à déchaîner à nouveau les chiens de l'enfer.

Ces réformes se divisent naturellement en deux volets complémentaires, imbriqués dans une même logique de libération progressive : le premier affaiblit l'emprise économique de la bourgeoisie, plaçant le capital et le marché sous contrôle populaire ; le second atrophie l'État, en le dépouillant de ses excroissances bureaucratiques et clientélistes pour lancer son dépérissement actif.

Premier volet : domestiquer l'influence bourgeoise et briser ses monopoles

Des réformes qui recentrent l'économie sur les besoins des travailleurs et des petits producteurs, tout en préservant le marché et la propriété productive – mais en les encadrant rigoureusement.

- Expropriations ciblées : les grandes concentrations foncières sont remises aux collectivités locales ou aux paysans qui travaillent la terre.
- Restitution des biens essentiels : les empires immobiliers spéculatifs sont déconstruits pour fournir des logements décents à ceux qui en ont besoin, avec interdiction formelle de l'accumulation immobilière.

- Conditions de travail dignes : normes minimales obligatoires, salaire minimum indexé sur le coût de la vie, réduction de la durée maximale du travail, extension de la sécurité sociale.

- Lois anti-monopole vigoureuses : interdiction des fusions excessives, plafonnement des parts de marché dans les secteurs stratégiques.

Ces réformes, appliquées avec pragmatisme, affaiblissent durablement la bourgeoisie en la contraignant à servir l'intérêt général, sans provoquer un chaos productif.

Second volet : atrophier l'État et lancer son dépérissement

Parallèlement, la corporation s'appuie sur l'atmosphère révolutionnaire pour dépouiller l'État de ses attributs oppressifs, le reléguant à un rôle résiduel et contrôlé.

- Simplification drastique des ministères : limitation aux fonctions régaliennes (défense extérieure, justice minimale et impartiale, coordination des crises exceptionnelles). Les services sociaux passent sous gestion corporative et locale.

- Réduction des durées de mandat : maximum 4 ans (puis 2 ans à long terme), renouvelable une seule fois consécutivement, avec interdiction de cumul.

- Lois anti-ingérence : interdiction du lobbying et du financement privé des campagnes ; toute ingérence bourgeoise dans l'appareil étatique ou étatique dans l'économie et les libertés est punissable.

- Transparence intégrale : publication en temps réel de tous les comptes, décisions et contrats publics.

- Référendums programmatiques : les grandes décisions soumises directement au vote citoyen.

- Motions de confiance populaire : révocation possible des élus ou fonctionnaires à mi-mandat.

- Instauration d'un libéralisme populaire authentique : protection renforcée des libertés individuelles, encadrée par la solidarité collective.

Voici donc cher Marx, le plan révolutionnaire que j'ai pris soin de révisé.
Avec respect et admiration,
Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 13 – Les garde-fous de la corporation populaire

Cher Karl Marx,

J'entrevois déjà le scepticisme autour de la corporation populaire. J'ose espérer que votre pensée puisse éclairer davantage cette voie.

Nous savons bien que toute structure collective, même née de la base la plus pure, porte en elle le risque d'être capturée par des individus avides de pouvoir, qui verraient dans la corporation un nouvel appareil de domination à conquérir.

L'histoire des mouvements ouvriers regorge d'exemples où des syndicats ou des conseils, initialement horizontaux, ont fini par s'hiérarchiser sous l'influence de leaders ambitieux.

Nous pouvons empêcher cela en y intégrant des principes cardinaux.

Toutes les branches, ateliers et sections de la corporation sont soumises à des élections annuelles. Les débats généraux sont ouverts, obligatoires et réguliers. Les organes exécutifs n'ont aucun pouvoir décisionnel : toutes les décisions sont prises par l'assemblée générale.

Ces dispositions, appliquées rigoureusement, maintiennent la corporation populaire comme un organisme vivant et auto-corrigé. Elles préservent son caractère unificateur et éducatif, sans la laisser devenir un nouvel État miniature.

La corporation renforce ainsi son rôle de contre-pouvoir : une structure aussi démocratique et transparente inspire forcément la confiance et encourage une adhésion massive. Toute tentative d'infiltration ou de capture serait immédiatement détectée et sanctionnée par la base.

Je conçois que cette nouvelle structure sociétale ne peut être parfaite. Je m'en remets totalement à votre critique méthodique.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Lettre 14 – Le libéralisme authentique : une société libre et au service de tous

Cher Karl Marx,

La société libre est le seul moyen d'émancipation populaire.

Le libéralisme n'a jamais autant résonné comme un fléau dans nos rangs. Pourtant, il a été perverti de son essence primitive. Le capitalisme s'en est approprié et l'a transformé en bête sauvage, avide de capitaux.

Le libéralisme capitaliste érige l'entreprise et le capital en sujets centraux de la société. La liberté qu'il recherche n'est que celle des détenteurs de capitaux. Profondément intéressé, son seul but est la reproduction élargie du capital et la protection des privilèges bourgeois. La justice sociale y est reléguée au rang de coût collatéral ; le mérite y est invoqué de manière sélective pour justifier les inégalités extrêmes. Ce libéralisme empêche tout mécanisme de contrôle démocratique de corriger les dérives.

Cependant, la corporation populaire vient purifier cette souillure : elle apparaît comme le vecteur institutionnel le plus adapté pour incarner un libéralisme authentique.

Le libéralisme authentique place l'être humain – sa dignité, son initiative, son épanouissement – au cœur de toute organisation sociale et économique. Il considère que la liberté individuelle ne peut s'épanouir pleinement que dans un cadre de justice sociale effective.

Dans cette perspective, le mérite individuel – effort, créativité, innovation, persévérance – n'est pas nié ; il est au contraire valorisé, mais comme levier de prospérité collective. Le mérite crée la richesse, et cette richesse, par des mécanismes institutionnels et sociaux appropriés, profite à l'ensemble de la société : salaires décents, services publics accessibles, biens communs protégés, sécurité économique générale.

Il n'y a pas de contradiction entre mérite et solidarité ; au contraire, ils se renforcent mutuellement. Un individu talentueux peut s'élever sans écraser les autres, car la structure sociétale empêche l'accaparement excessif et garantit un plancher de dignité à chacun.

Ainsi, les corporations, par leur gestion horizontale et démocratique, empêchent que la liberté économique ne dégénère en domination oligarchique. Elles garantissent la récompense du mérite individuel sans créer de monopoles permanents, et redistribuent le fruit de l'initiative privée à l'ensemble de la société, domestiquant la bourgeoisie prédatrice.

Il faut le dire cher Karl Marx, c'est dans une société libre que le mérite crée la prospérité de tous.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Partie V : La Commune de Paris : un éclat qui demeure

Lettre 15 – Un enseignement inspirant de 72 jours

Cher Karl Marx,

Je viens vers vous une dernière fois pour parler d'un événement qui, à mes yeux, mérite toute notre attention : la Commune de Paris. Laissez-moi vous en dire plus.

Après la défaite humiliante de la France face à la Prusse en 1870-1871, à Paris, la misère et le patriotisme s'en trouvèrent exacerbés. La population – prolétariat et petite bourgeoisie confondus – refusa la capitulation.

Malgré la tentative du gouvernement d'Adolphe Thiers de désarmer la Garde nationale parisienne, les Parisiens se soulevèrent. Les soldats fraternisèrent, chassèrent le pouvoir central à Versailles. La Commune fut proclamée, et un gouvernement révolutionnaire, élu au suffrage universel, prit le pouvoir.

La Commune n'était pas un parti unique : elle était plurielle, souvent chaotique, mais animée par un esprit commun de démocratie directe et de justice sociale.

En 72 jours seulement, elle adopta des réformes profondes, dignes d'être mentionnées :

- La séparation de l'Église et de l'État ;
- La reprise par les coopératives ouvrières des ateliers abandonnés par les patrons ;
- L'interdiction du travail de nuit ;
- L'instauration d'une pension pour les veuves et orphelins des gardes nationaux.

Mais ce n'est pas tant ces mesures qui captent mon attention. Ce qui rend la Commune unique, c'est son organisation démocratique radicale, conçue pour empêcher la reconstitution d'une caste politique séparée.

La Commune rendit tous les membres du Conseil révocables à tout instant. Ce principe, inscrit dans les statuts, visait à empêcher la professionnalisation du pouvoir : les délégués restaient de simples mandataires.

Elle alla plus loin : elle priva les élus de la liberté totale. Loin d'être une faiblesse, cette mesure les obligeait à suivre les instructions précises de leurs électeurs. Ce lien direct transformait la représentation en exécution d'une volonté populaire exprimée en permanence, et non en délégation aveugle.

Les élus furent payés au salaire moyen d'un ouvrier qualifié, maintenant leur niveau de vie au plus près des citoyens ordinaires.

À cela s'ajoutèrent les clubs politiques, les assemblées d'arrondissement,

les comités de vigilance, qui fonctionnaient en parallèle du Conseil et exerçaient une pression constante. La Garde nationale, démocratisée et élue, remplaça l'armée permanente. Tout était conçu pour que le peuple reste armé – politiquement et militairement.

La Commune – tout comme la corporation populaire que j'ai esquissée – refusa l'État bureaucratique et policier, cherchant à transférer les fonctions administratives à des structures populaires. Ce fut un premier pas concret vers ce que j'ai nommé le dépérissement actif de l'État.

Malheureusement, cette réalité somptueuse fut anéantie par l'armée de Versailles, qui exécuta plus de 20 000 Parisiens. Thiers et les monarchistes rétablirent l'ordre bourgeois avec une extrême violence.

L'expérience reste néanmoins une source d'inspiration intarissable. J'y vois de profondes similitudes avec la corporation populaire – peut-être s'agit-il de son ancêtre ?

La Commune de Paris n'est pas seulement un épisode héroïque : c'est un laboratoire pratique dont nous tirons encore les leçons aujourd'hui, traçant une voie vers une société véritablement gouvernée par les dominés eux-mêmes.

Même en l'absence d'une résistance bourgeoise aussi féroce, j'ai cru bon, cher Marx, de vous montrer cet exemple historique d'une gouvernance populaire où l'État est réduit et soumis au contrôle direct et permanent du peuple.

Maintenant, je peux reposer ma plume.

Avec respect et admiration,

Votre camarade d'aujourd'hui

Épilogue – Pour solde de tout compte

Cher Karl Marx,

J'ai reposé ma plume après la Commune, mais une dernière lettre s'impose – pour clore notre dialogue, non comme un adieu, mais comme un passage de témoin.

Vous aviez vu plus loin que quiconque : l'exploitation inhérente au capital, l'aliénation qui ronge l'homme, la lutte des classes comme moteur de l'histoire, et l'horizon d'une société où l'individu libre serait la condition de la liberté de tous.

Vous aviez raison sur l'essentiel. Mais l'histoire, impitoyable professeur, nous a appris que la voie tracée – cette transition autoritaire confiée à un Parti, ce dépérissement promis comme récompense finale – ouvrait la porte à des monstres que vous n'auriez pas reconnus.

Je ne rejette pas votre héritage. Je le corrige, je l'élargis, je le rends viable pour un monde qui a changé. La corporation populaire que j'ai esquissée n'est pas une invention ex nihilo : elle prolonge vos intuitions les plus profondes – l'auto-émancipation, la domination collective des producteurs, l'éducation politique comme levier premier. Elle intègre les leçons de Rosa Luxemburg, des communards, des conseils ouvriers, de tous ceux qui ont tenté, parfois au prix de leur vie, de garder la révolution fidèle à son esprit libertaire.

Elle refuse la centralisation qui tue la liberté. Elle refuse la destruction brutale qui engendre le chaos. Elle propose une voie patiente, horizontale, fédérative : domestiquer le capital sans l'anéantir, dissoudre l'État sans le remplacer par un nouveau maître.

Cher Marx, si vous lisiez ces lignes aujourd'hui, je crois que vous reconnaîtriez votre rêve – celui d'une humanité enfin réconciliée – dans cette proposition. Non plus comme une promesse différée, mais comme un processus vivant, impulsé par ceux-là mêmes qu'il vise à libérer.

Je ne prétends pas avoir résolu toutes les contradictions. Mais j'ai tenté, avec respect et admiration, de tracer une voie qui échappe aux pièges que l'histoire nous a révélés.

Merci pour la lumière que vous avez allumée. Puissions-nous, nous qui venons après vous, la porter plus loin – sans la laisser s'éteindre dans les ombres du pouvoir.

Votre camarade d'aujourd'hui,

Qui repose définitivement la plume.

Christian Lele
Janvier 2026

Bibliographie

Œuvres principales de Karl Marx et Friedrich Engels

- Marx, Karl, et Engels, Friedrich. *Manifeste du Parti communiste* [1848]. Éditions sociales, 1973 (ou toute édition récente).
- Marx, Karl. *Critique du programme de Gotha* [1875]. Éditions sociales, 1971.
- Marx, Karl. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* [1852]. Éditions sociales, 2007.
- Marx, Karl. *La Guerre civile en France* [1871]. Éditions sociales, 1968.

Penseurs marxistes critiques et dissidents

- Djilas, Milovan. *La Nouvelle Classe : analyse du régime communiste* [1957]. Trad. fr. Plon, 1957.
- Luxemburg, Rosa. *La Révolution russe* [1918]. Éditions de l'Aube, 2007.
- Poulantzas, Nicos. *Pouvoir politique et classes sociales* [1968]. Maspero, 1973.
- Miliband, Ralph. *L'État dans la société capitaliste* [1969]. Trad. fr. Maspero, 1973
- Trotsky, Léon. *La Révolution trahie* [1936]. Éditions de Minuit, 1973.

Penseurs libertaires et anarchistes

- Bakounine, Michel. *L'État et l'anarchie* [1873]. Œuvre complètes, Champ libre, 1976.
- Rocker, Rudolf. *Anarcho-syndicalisme : théorie et pratique* [1938]. Trad. fr. Spartacus, 1988.

Économie et critique du socialisme réel

- Mises, Ludwig von. « Le

calcul économique en régime socialiste » [*Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen*], 1920. Disponible dans *Collectivist Economic Planning*, 1935.

Ouvrages historiques et témoignages

- Lissagaray, Prosper-Olivier. *Histoire de la Commune de Paris de 1871* [1876]. La Découverte, 2004.
- Abidor, Mitchell (dir.). *Voices of the Paris Commune*. PM Press, 2015.
- Merriman, John. *Massacre : la Commune de Paris et la naissance de la guerre totale*. Trad. fr. Tallandier, 2017.

- **Sur les expériences africaines et chinoises** :

- Davidson, Basil. *The Liberation of Guiné : Aspects of an African Revolution*. Penguin, 1969.
- MacFarquhar, Roderick, et Schoenhals, Michael. *Mao's Last Revolution*. Harvard University Press, 2006.
- Pitcher, M. Anne. *Politics in the Portuguese Empire : The State, Industry, and Cotton, 1926-1974*. Clarendon Press, 1993.

Ouvrages complémentaires sur le corporatisme et l'autogestion

- Bookchin, Murray. *The Third Revolution : Popular Movements in the Revolutionary Era* (vol. 1-4). Cassell, 1996-2005.
- Dolgoff, Sam (dir.). *The Anarchist Collectives : Workers' Self-Management in the Spanish Revolution*. Free Life Editions, 1974.
- Guérin, Daniel. *L'Anarchisme*

: de la doctrine à l'action. Gallimard, 1965.

Karl Marx reste l'un des géants de la pensée émancipatrice. Pourtant, les révolutions qui se sont réclamées de son nom ont trop souvent enfanté des régimes autoritaires, des bureaucraties oppressives, des millions de vies brisées.

Dans ces lettres adressées directement à Marx, Christian Lele propose une critique fraternelle et constructive : la transition autoritaire – cette « dictature du prolétariat » confiée à un Parti centralisé – est la faille structurelle qui a transformé l'instrument de libération en instrument de domination.

Au-delà de la critique, l'auteur esquisse une voie nouvelle : le **corporatisme populaire**, horizontal et fédératif, capable de domestiquer le capital sans l'anéantir, et de dissoudre l'État par un processus actif, impulsé par les dominés eux-mêmes.

Inspiré par la Commune de Paris, Rosa Luxemburg et les leçons du XXe siècle, ce livre s'adresse à tous ceux qui refusent de choisir entre l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique – et qui croient encore qu'une émancipation réelle, libertaire et populaire, est possible.

« C'est dans une société libre que le mérite crée la prospérité de tous. »
Christian Lele